













de pays entiers. Ajoutez à cela l'impact environnemental de l'utilisation de munitions à l'uranium appauvri et d'armes chimiques telles que les défoliants, telles qu'utilisées pendant la guerre au Vietnam, en Afghanistan, en Irak et en Syrie. Nous devons également nous opposer au déploiement d'hommes et de femmes de l'armée canadienne dans les guerres d'occupation américaines et dans les missions de l'OTAN et de l'ONU menées au nom de l'aide humanitaire, de la paix, de la liberté et de la démocratie.

Les gouvernements fédéral et provinciaux, quel que soit le parti au pouvoir, ont montré qu'ils s'identifient pleinement à l'étroitesse des intérêts privés et aux exigences du gouvernement de guerre aux États-Unis. Leurs discours sur le besoin de protéger l'environnement sont absurdes s'ils sont au service de ces intérêts. Nous connaissons par exemple les discours grandiloquents des partis cartellisés pour faire croire aux citoyens qu'ils sont les protecteurs de l'environnement. Ils cherchent à diviser tout le monde selon qui est en faveur d'une taxe sur le carbone et qui s'y oppose, mais pendant ce temps le gouvernement achète un pipeline de bitume à grand débit qui est contesté par de très nombreux Canadiens à cause justement des dangers qu'il pose pour l'environnement. L'élite dirigeante, ses médias et ses partis politiques tentent de définir un « new green deal » (un programme de sauvetage de l'économie qui serait plus « vert ») et sa contrepartie, un anti « new green deal », autour desquels polariser tout le monde pour l'élection fédérale. C'est en divisant tout le monde en fonction de qui est pour ou contre la taxe sur le carbone, pour ou contre le « new green deal », pour ou contre « la création d'emplois », pour ou contre le consentement obligatoire des Premières Nations et autant d'autres façons de fausser le problème qu'ils veulent empêcher les gens de formuler pour eux-mêmes ce qu'ils veulent et ce dont ils ont besoin. Faire en sorte que l'environnement soit durable n'est pas le grand problème du XXI<sup>e</sup> siècle, le problème du siècle est comment faire pour que les citoyens deviennent les décideurs.

Cela signifie que la préoccupation face à la dégradation de l'environnement et la destruction de la Terre Mère doit être développée consciemment en un mouvement pour investir le peuple du pouvoir de décider et lui donner préséance dans les prises de décisions concernant les affaires économiques, politiques et sociales.



Le PMLC soutient toutes les actions de la jeunesse, de la classe ouvrière, des communautés et des peuples autochtones qui restreignent les monopoles et les oligopoles dans leurs réclamations et leurs activités destructrices. Il faut mettre un terme aux plans secrets des monopoles, des oligopoles et des gouvernements à leur service à l'encontre de l'économie socialisée et il faut mettre un terme à leurs plans de guerre. Tout ce qui concerne l'économie socialisée doit être public et dévoilé pour que tous puissent voir et évaluer. C'est pour cela que le PMLC lance l'appel aux travailleurs, aux femmes et aux jeunes de continuer d'exprimer leurs préoccupations et leurs revendications, ce qui est la première étape pour asseoir un véritable pouvoir politique et économique leur permettant de faire intervenir le facteur humain/conscience sociale et de diriger le mouvement d'humanisation des

environnements sociaux et naturels.

Les citoyens doivent être les décideurs et doivent déterminer eux-mêmes la direction de l'économie de manière à protéger l'environnement et à affirmer le droit d'être des peuples du monde entier.

***Tout en oeuvre pour humaniser l'environnement naturel et social !***